

### **Arrêté N°DDT 2021- 0043**

Portant à 0,30 m la taille minimum des truites fario capturées dans la rivière l'Ouatier sur la commune de Sainte-Solange

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'Environnement et notamment ses articles R.436-19 et R.436-40 ;

**Vu** la demande motivée du 30 janvier 2021 présentée par Monsieur Jean-Luc MITTERAND président de l'AAPPMA « La Truite » de Sainte-Solange, concernant la taille légale de capture de la truite fario sur la rivière l'Ouatier ;

**Vu** l'avis favorable du président de la fédération du Cher pour la pêche et la protection du milieu aquatique du 1<sup>er</sup> février 2021 ;

**Vu** l'avis favorable de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du Bassin Loire-Bretagne du 1<sup>er</sup> février 2021 ;

**Vu** l'absence d'avis du service départemental du Cher de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-0127 du 1<sup>er</sup> mars 2017 portant à 0,30 m la taille minimum des truites fario capturées dans la rivière l'Ouatier sur la commune de Sainte-Solange ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-004 du 7 janvier 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des territoires du Cher ;

**Vu** l'arrêté n°DDT-2021-044 du 1<sup>er</sup> mars 2021 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

**Considérant** que la rivière l'Ouatier est une eau non domaniale classée en 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole abritant des populations de truites fario qu'il convient de préserver, notamment en protégeant les géniteurs ;

**Considérant** que les truites fario présentes dans la rivière l'Ouatier peuvent atteindre une taille de l'ordre de 30 cm avant leur première reproduction et que l'augmentation de la taille légale de capture peut éviter la capture d'individus n'ayant pas effectué un cycle de reproduction ;

**Considérant** que l'augmentation de la taille légale de capture s'inscrit dans un ensemble de mesures de gestion visant à préserver les populations de truites fario sur l'Ouatier dont les effets positifs sont avérés ;

**Considérant** que l'article R.436-19 prévoit que le préfet peut porter à 0,30 m la taille minimum des truites dans certains cours d'eau ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Cher,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er :**

La taille minimum de capture des truites fario dans la rivière l'Ouatier sur les parcours de pêche de l'AAPPMA « La Truite » de Sainte-Solange est de 0,30 m.

L'AAPPMA « La Truite » de Sainte-Solange est chargée d'informer les pêcheurs de cette réglementation, notamment par la pose de panneaux d'information le long du parcours.

### **Article 2 :**

L'augmentation de la taille minimum de capture prévue à l'article 1<sup>er</sup> est valable pour 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

### **Article 3 :**

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le directeur départemental des territoires du Cher, le commandant du groupement de gendarmerie du Cher, le chef du service départemental de l'OFB du Cher, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Cher, ainsi que tous les officiers et agents visés à l'article L.437-1 du code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet départemental de l'État <http://www.cher.gouv.fr> et dont copie sera adressée en mairie de Sainte-Solange pour affichage dès réception pour la durée du présent arrêté.

Bourges, le 03 mars 2021

Pour le Préfet et par subdélégation,  
Le chargé de missions politiques de l'eau,

*Signé*

Eric MALATRÉ

### **Voies et délais de Recours**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.